



L'info en bref sur l'OMC du 14 juillet 2008

Réunion estivale de l'OMC: La conférence ministérielle parviendra-t-elle à un accord sur le cycle de Doha le 21 juillet à Genève?

Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a convoqué une trentaine de représentants des plus grandes puissances commerciales pour une semaine de négociations à Genève, à partir du 21 juillet. Les projets de texte révisés pour les négociations sur une extension de la libéralisation du commerce aux produits agricoles et industriels ont été présentés par l'OMC, le vendredi 10 juillet.

Le projet révisé de Crawford Falconer et Don Stephenson, présidents des groupes de travail du dossier agricole et des biens industriels, fournit une base pour des négociations décisives lors de la rencontre ministérielle sur ces deux thèmes, a déclaré le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy. Lamy souhaite parvenir rapidement à un accord qui puisse être soumis pour ratification à l'actuelle administration américaine à Washington. L'OMC redoute, qu'après le changement de gouvernement, la ratification par les Etats-Unis soit reportée aux calendres grecques.

Les observateurs à Genève estiment que les nouveaux documents contiennent peu de nouveautés. Le texte sur les biens industriels est plus simple et les différentes options sont formulées plus clairement, selon les explications de Stephenson devant la presse. Toutefois, le document est plus étendu, car il comprend de nombreuses propositions sur les accords sectoriels, sur lesquels la prochaine rencontre ministérielle ne peut pas prendre de décision. Le document ne contient aucune nouvelle proposition concernant l'amélioration de l'accès au marché pour les produits industriels dans les pays en développement. Cette lacune s'avère l'obstacle majeur à surmonter pour aboutir à un accord sur le cycle de Doha.

La proposition relative aux modalités dans le dossier agricole se base sur le document de mai 2008 et reflète l'évolution des négociations. Le document, englobant de nombreuses approches, compte en ce moment plus de 100 pages; son contenu ne révèle nullement un changement profond pour l'agriculture suisse. «Il n'existe plus de grandes entraves techniques» nous dit Falconer à propos des négociations agricoles. Le résultat dépend bien plus de la volonté politique des ministres à prendre d'importantes décisions.

L'agriculture suisse n'a donc aucune raison de modifier sa position. Les propositions dans le domaine de l'accès au marché restent inacceptables. La réduction proposée de 54% au moins des taxes douanières engendrerait une baisse massive de la protection à la frontière. Les exceptions pour les produits sensibles ne seraient consenties qu'au prix d'extensions substantielles des contingents tarifaires. Dans ces conditions, la Suisse risquerait d'être véritablement submergée par les importations agricoles, et notre agriculture serait menacée. L'évolution et la fluctuation des prix agricoles sur le marché mondial se répercuteraient directement sur l'agriculture suisse.

Sur le plan international, le remaniement des documents a suscité des réactions modérées et un accord à la conférence ministérielle semble peu probable. Ces dernières semaines, le président français Nicolas Sarkozy avait émis de sévères critiques à l'égard du Commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, en charge des négociations entre l'Union européenne et l'OMC. Il reproche aux Anglais de ne pas défendre avec suffisamment de rigueur les intérêts des paysans européens. Et Sarkozy de rappeler avec emphase qu'il n'approuvera pas un accord OMC qui sacrifierait la production agricole sur l'autel du libéralisme mondial. On observe également une absence de progrès dans les services. Les Etats-Unis laissent entendre qu'ils seraient disposés à ratifier un accord qui prendrait en compte leurs intérêts. La situation actuelle se résume au mieux en ces termes : chaque pays souhaite la conclusion d'un accord, mais le Nord comme le Sud se montrent peu enclins aux compromis.

La Suisse participera à la conférence ministérielle de Genève. Le Conseil fédéral n'ayant pas modifié le mandat de négociations, nous pouvons espérer que la Suisse campera sur sa position.

Les organisations paysannes du monde entier jetteront un regard critique sur les négociations à Genève et n'hésiteront pas à user de leur influence à toute occasion. Le 22 juillet, l'Union suisse des paysans tiendra une conférence de presse placée sous le thème «Un accord OMC ne résoudra pas la crise alimentaire». Des représentants des pays du Sud et du Nord y expliqueront leur position. Ensuite, les représentants des organisations paysannes seront reçus par le Directeur de l'OMC, Pascal Lamy, à qui ils remettront une déclaration commune.

Il n'est pas certain de voir surgir à cette conférence ministérielle un dynamisme capable de faire aboutir à une grande percée. Sans une avancée notable à cette rencontre, les perspectives de changements dans les normes de l'OMC s'estomperont pour ces prochaines années. Cependant, l'USP, ainsi que d'autres organisations paysannes dans le monde, pense que la crise alimentaire et les fluctuations de prix toujours plus importantes sur les marchés agricoles ne seront résolus que par des approches nouvelles, venant aussi de l'OMC.

Union Suisse des Paysans
Affaires internationales
Dr Heidi Bravo